



Certains partis politiques devront fusionner sous peine de disparaître

La modification des lois électorales profite au président Poutine

PAR SVETLANA BABAYEVA

Les élections législatives d'octobre 2006 dans neuf des unités constituantes de la Fédération de Russie ont donné le coup d'envoi d'un vaste processus électoral dans tout le pays, lequel s'achèvera avec la présidentielle qui aura lieu au printemps 2008.

Dans ces neuf régions, les électeurs ont accordé leurs votes, que ce soit à la majorité ou à la pluralité des voix, à un parti proche du Kremlin, soit Russie unie. Il appartient maintenant à chaque Parlement régional d'approuver ou de rejeter le candidat désigné par le président russe au poste de gouverneur.

La loi relative à l'élection présidentielle n'a pas été modifiée depuis 2004, date de la réélection de M. Vladimir Poutine pour un second mandat. Ainsi, la campagne qui s'annonce ne laisse plus subsister que deux inconnues.

Tout d'abord, qui sera le successeur de M. Poutine ? À l'heure actuelle, les deux postulants les plus souvent cités sont le ministre de la Défense, M. Sergei Ivanov, et l'ancien chef de Cabinet du président, M. Dmitry Medvedev. Tous deux ont accédé au poste de vice premier ministre en novembre 2005, et tous deux sillonnent le pays, bénéficiant d'une importante couverture médiatique. Mais comme le président Poutine n'aime rien tant que l'inattendu, on ne saurait exclure la possibilité qu'un nouveau candidat se manifeste.

Un troisième mandat pour Vladimir Poutine ?

La seconde inconnue tient à la possibilité que M. Poutine brigue un troisième mandat, bien qu'il maintienne le contraire (aux termes de la Constitution, il ne peut solliciter plus de deux mandats à la présidence). En effet, à mesure qu'approchent les élections, on le presse avec de plus en plus d'insistance de prolonger sa présidence. L'argument principal des partisans d'un troisième mandat repose sur le fait que le président sortant bénéficie d'un large soutien auprès de la population et qu'aucun candidat ne paraît à sa hauteur. Selon des sondages récents, le taux de satisfaction à son égard est de plus de 50 pour cent.

En Russie, l'âge de la retraite est fixé à 60 ans pour les hommes, et M. Poutine n'aura que 55 ans en 2008. Il est donc probable qu'il souhaite continuer à participer à la gestion du pays d'une façon ou d'une autre. Il n'aura cependant pas la partie facile, car la tradition byzantine veut que tout nouveau dirigeant fasse table rase de ce qui a été accompli par son prédécesseur, ainsi que de ses collaborateurs.

Svetlana Babayeva est rédactrice en chef de la revue russe Profil. Elle habite Moscou.



- AP Photo : Michia Japoritzke

Le président de la Russie, M. Vladimir Poutine, et le président de la Douma, M. Boris Gryzlov (à l'arrière).

Deux possibilités s'offrent cependant à M. Poutine pour conserver le pouvoir. La première consisterait à instaurer une « union » avec le Belarus voisin et à procéder à l'élection d'un président pour cette nouvelle confédération. Le président du Belarus, M. Alexander Lukashenko, n'est toutefois pas prêt à partager le pouvoir avec qui que ce soit. En outre, M. Poutine s'oppose à cette option, car elle isolerait la Russie sur la scène internationale et le relèguerait au rang de « second Lukashenko ». Le maintien de bonnes relations avec l'Occident est très important pour M. Poutine.

Théories, spéculations et élections

Une autre façon pour M. Poutine de conserver le pouvoir consisterait à déclarer l'état d'urgence dans toute la Russie ou dans certaines de ses unités constituantes. Selon la

Constitution, une telle situation autoriserait le président à imposer « des limites partielles aux droits et libertés des citoyens », dont l'ajournement des élections. Ce dernier scénario est considéré comme plausible par certains experts. Dans le cadre d'une tribune téléphonique, M. Poutine a exclu la possibilité de briguer un troisième mandat, mais a laissé entendre qu'il demeurerait tout de même sur la scène politique.

Tout cela est cependant pure spéculation, et ce qui se passera lors des législatives, soit à peine quatre mois avant les présidentielles, mérite sans doute davantage qu'on s'y attarde. Au cours des 15 dernières années, les élections à la Douma d'État, la Chambre basse du Parlement russe, ont toujours fidèlement reflété l'éventail politique de la Russie. Elles se tiendront en décembre 2007.

Les dernières élections à cette Chambre remontent à décembre 2003, là aussi moins de quatre mois avant les présidentielles. Leur résultat le plus marquant a été la victoire de Russie unie, un parti proche du président Poutine. Le parti a obtenu quelque 37 pour cent de tous les suffrages, ce qui, ajouté à ses gains dans de nombreuses circonscriptions uninominales, lui a permis de remporter plus de 220 sièges sur 450.

Au cours des années suivant la victoire de Russie unie, plusieurs députés indépendants et transfuges d'autres formations se sont joint au parti, ce qui lui a permis d'éventuellement détenir une « majorité constitutionnelle » de 300 voix au Parlement.

Il s'agit précisément là de la majorité qui a tant modifié la loi sur les élections qu'il semble que ce soit un système électoral fondamentalement différent qui sera mis à l'épreuve lors des élections de décembre 2007. Voici donc les modifications apportées à la loi :

- **L'abolition du « modèle proportionnel ».** Selon ce système, 50 pour cent des sièges au Parlement étaient réservés à des députés élus en fonction de listes de parti, les autres 50 pour cent revenant à des candidats qui se disputaient un siège dans des circonscriptions uninominales, ce qui permettait à des représentants de partis d'opposition de remporter des sièges à la Douma. Les plus importants partis d'opposition sont deux partis de droite — représentés par les libéraux en Russie —, soit *Yabloko* et *Soyuz Pravykh Sil* ou *SPS* (Union des forces de droite). Au cours des dernières élections, ni l'un ni l'autre n'a obtenu assez de suffrages pour dépasser le seuil fixé pour siéger à la Douma, soit au moins cinq pour cent du total. De leurs membres ayant remporté des sièges dans les circonscriptions uninominales, certains ont rejoint les rangs de Russie unie, les autres y sont députés indépendants.

Les élections de 2007 se feront uniquement en fonction de listes de partis. Les 450 sièges de la Douma seront tous réservés à des candidats élus selon la représentation proportionnelle en fonction de listes fournies par les partis. Cela signifie que les candidats indépendants devront soit rejoindre un des partis en lice, soit se trouver une nouvelle occupation.

[Le gouvernement fédéral] a tant modifié la loi sur les élections qu'il semble que ce soit un système électoral fondamentalement différent...

- **Des exigences plus contraignantes envers les partis en lice.** Tout parti souhaitant participer à la campagne électorale doit notamment exister depuis une année au moins, comporter au minimum 50 000 membres et disposer de sections comptant 500 membres à travers tout le pays. Les députés ont justifié l'adoption de ces conditions et des modifications de la loi sur les partis politiques par le fait qu'il est fréquent en Russie que des partis éphémères — à la réputation et aux sources de financement douteuses — se forment à la veille des élections.

À l'heure actuelle, on ne sait pas encore combien de partis se présenteront aux élections. La Commission électorale centrale de la Fédération de Russie (l'organe chargé de la tenue des élections) estime qu'il y en aura entre sept et dix.

Les principaux d'entre eux sont le Parti Russie unie (centre droit), le Parti communiste et le Parti libéral-démocrate de Russie (électorats conservateur et marginal). Une coalition libérale est également envisageable, de même que la participation de la seconde coalition progouvernementale récemment formée à la gauche de l'échiquier politique. Cette coalition réunit trois partis : le Parti mère-patrie, le Parti de la vie et le Parti des retraités. La Chambre basse du Parlement est présidée par M. Boris Grizlov, un des dirigeants de Russie unie, tandis que la Chambre haute du Parlement est présidée par M. Sergey Mironov, un des dirigeants de la nouvelle coalition.

- **Le seuil pour qu'un parti soit représenté au Parlement passe de cinq à sept pour cent.** On considère que cette augmentation diminue sensiblement les chances qu'ont les libéraux — *SPS* et *Yabloko* — de remporter des sièges au Parlement. L'opinion publique associe les libéraux aux douloureuses réformes des années 1990, raison pour laquelle ils ne bénéficient pas d'un large appui. Le Kremlin ne les apprécie pas trop non plus, de sorte qu'ils ne peuvent compter sur les ressources logistiques de ce dernier, comme du temps d'antenne pour leurs dirigeants ou la participation à des réunions avec le président. Lors des dernières élections, ils n'ont pas obtenu assez de voix pour dépasser le seuil fixé à cinq pour cent. Les représentants des partis progouvernementaux ont soutenu cette hausse en suivant le raisonnement suivant : la barrière encouragera la création de plusieurs grands partis en lieu et place de centaines de petits partis souvent inconnus des électeurs.

Selon les projections de représentants du gouvernement, ce nouveau seuil fera en sorte que quatre partis, cinq tout au plus, seront représentés au nouveau Parlement. Le grand favori demeure Russie unie, suivi du Parti libéral-démocrate de Russie (LDPR), du Parti communiste et de la nouvelle coalition regroupant le Parti mère patrie et le Parti de la vie.

- **Suppression de la rubrique « aucun des candidats susmentionnés » sur les bulletins de vote.** Les députés ont justifié l'adoption de cet amendement par le fait que cette rubrique ne se retrouve généralement pas sur les bulletins de vote en Europe. Leurs adversaires ont fait

valoir qu'en cochant la rubrique « aucun des candidats susmentionnés », les électeurs exprimaient leur opinion des élections et des partis. Les Russes ont d'ailleurs adopté une nouvelle expression : « les élections ont été remportées par monsieur "aucun des candidats susmentionnés" ». Certaines élections régionales et municipales ont en effet vu ces pseudo-candidats remporter jusqu'à 20 ou 30 pour cent des suffrages, soit bien davantage que n'importe quel candidat ou parti « réel ».

La tendance à voter pour « aucun des candidats susmentionnés » n'a cessé de prendre de l'ampleur au cours des cinq ou six dernières années. Avec l'accession de M. Poutine au pouvoir en l'an 2000, le poids et l'influence de l'État se sont accrus dans tous les secteurs de la vie quotidienne, tandis que la crédibilité des institutions gouvernementales n'a cessé de se détériorer. Cette tendance est encore plus prononcée dans les unités constituantes. En général, les Russes aiment à croire qu'il existe un président qui veillera sur le pays tel un tsar magnanime, ce qui explique que le taux de participation soit beaucoup plus élevé pour les présidentielles que pour les élections municipales.

Pourtant, selon de récents sondages effectués par le Centre Levada, seul 1 pour cent des personnes interrogées estiment pouvoir influencer personnellement la situation de leur pays, alors que 87 pour cent sont convaincus d'être exclus du processus décisionnel. Au surplus, lorsque le Parlement a discuté de la possibilité de supprimer la rubrique « aucun des candidats susmentionnés », certains experts ont laissé entendre que les députés avaient à l'esprit les prochaines élections fédérales : les électeurs pourraient décider qu'aucun des candidats ne répond à leurs attentes et exprimer leur mécontentement en choisissant « aucun des candidats susmentionnés ».

- **Les observateurs dans les bureaux de vote.** Désormais, le déroulement du scrutin et le décompte des voix seront surveillés uniquement par les représentants des candidats enregistrés. Dans le contexte d'élections parlementaires, cela signifie que les observateurs représenteront uniquement les partis en lice. Quant aux experts internationaux, ils pourront être invités par le président, le gouvernement fédéral, la Commission électorale centrale ou une des Chambres du Parlement.

Une loi sur l'« extrémisme »

Il est probable que les députés décident de modifier de nouveau la loi électorale. De nouvelles modifications au projet de loi sur l'extrémisme ont d'ailleurs été vivement débattues l'été dernier. La définition proposée de l'extrémisme est tellement vague qu'elle pourrait s'appliquer à presque n'importe quelle activité pré-électorale. Ainsi, un appel à la discorde, une entrave aux activités d'un organe du gouvernement, un acte de diffamation, etc. pourraient être interprétés comme de « l'extrémisme ». En pratique, cela signifie que le gouvernement pourrait suspendre n'importe quel parti et exercer d'importantes pressions sur les médias, voire les interdire, en faisant de toute critique, un acte de diffamation. Ce débat a été repris par le grand public et les médias, et le projet de loi en est sorti quelque peu édulcoré.

Même les députés et les sénateurs admettent que le terme « extrémisme » doit être plus clairement défini.

Tout cela indique que les prochaines élections parlementaires en Russie se dérouleront sous un jour radicalement différent. De nombreux experts, parmi lesquels des membres de la Commission électorale centrale, estiment qu'il est déjà possible de prédire la composition du nouveau Parlement. Selon ces initiés, quelque 30 à 35 pour cent des suffrages iront à Russie unie, le Parti communiste en remportera environ 10 pour cent, le LDPR, entre 10 et 12 pour cent, la coalition regroupant le Parti mère patrie et le Parti de la vie, entre 12 et 15 pour cent, et les plus petits partis se partageront le reste.

Méfiance à l'égard du gouvernement

En dépit de la stabilité économique, politique et sociale de la Russie, et des bénéfices que retire le pays des prix élevés du baril de pétrole, diverses couches de la société manifestent une certaine déception, et cela, pour plusieurs raisons. La première est due aux piètres performances de certaines institutions, notamment celles qui sont chargées d'appliquer la loi, les tribunaux et les administrations locales. Une autre tient au fait que le peuple russe a soif de justice sociale, ce qui se traduit notamment par sa haine des nouveaux riches. On note enfin une augmentation de la xénophobie. En effet, à l'été 2006, 53 pour cent des répondants à un sondage du Centre Levada se sont dits

Survol de la Russie

Nom :	Fédération de Russie
Capitale :	Moscou
Unités constituantes :	89 unités constituantes, soit 21 républiques, 6 territoires (« krais »), 49 régions (« oblasts »), 2 villes d'importance fédérale, 1 région autonome et 10 districts autonomes (« okrugs »)
Gouvernement central :	
Chef d'État :	Président
Mode d'élection :	Suffrage universel
Chef du gouvernement :	Premier ministre
Mode de désignation :	Nommé par le président avec le consentement de la Douma d'État
Chambre basse :	<i>Douma d'État</i> de 450 membres
Mode d'élection :	À partir de 2007, élections générales selon un système de représentation proportionnelle pour tous les sièges
Chambre haute :	<i>Conseil fédéral</i> de 178 membres – deux pour chacune des 89 unités constituantes
Mode d'élection :	L'un est désigné par le gouverneur ou le président de l'unité constituante, l'autre est élu par le Parlement régional

La modification des lois électorales profite au président Poutine

persuadés que le nombre de fascistes en Russie avait augmenté (47 pour cent partageaient cette opinion en août 2004 et 37 pour cent en octobre 2005). De plus, 34 pour cent des répondants sont d'avis que « des gens de nationalité autre que russe sont responsables de nombreux événements malheureux en Russie » (58 pour cent ne partagent pas cet avis).

Il ne serait pas étonnant de voir ces opinions se refléter sur le scrutin, que ce soit par un nombre inhabituellement élevé de voix pour certains partis, un grand nombre de bulletins nuls, ou un taux de participation peu élevé.

Les élections ne seront pas perturbées pour autant. Toutefois, les législatives tissent le canevas du prochain cycle politique et reflètent les opinions de la société. Si ces opinions ne se révèlent pas aussi favorables que de nombreux politiciens et conseillers en communication le souhaitent, le prochain Parlement et le prochain président, quels qu'ils soient, en auront plein les bras. Et si on prend les élections du 8 octobre comme baromètre, les changements au sein du gouvernement fédéral — et les changements effectués par ce dernier — entraîneront des effets considérables dans les 89 unités constituantes de la Russie. (6)